



Face aux fléaux environnementaux qui menacent le genre humain même, nous n'allons pas nous attarder sur les conneries de Zafy Albert dont l'intime rêve, avant de quitter ce monde, est de créer un immense bordel pour « réconcilier » tout le monde. Si on le suit dans ses idées, la Grande île n'aura pas besoin de la fonte des glaciers pour qu'y règne le chaos. Mais il sera tout seul dans sa tombe. Néanmoins, nous allons faire paraître la lettre que ces tristes individus ont envoyée au Sg de l'Onu et au Pm danois. Pour que la postérité sache qui ils étaient et ce qu'ils ont fait. Et bien fait pour eux, parce que ce genre de manœuvre ne donne pas l'envie d'être fier d'avoir la même nationalité qu'eux. Il faut lire les articles de l'accord additionnel signé à Addis-Abeba pour faire tomber leur pure connerie, il n'y a pas d'autres termes.



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA

Fandriamano - Fitainginana - Fandriamano

Antananarivo, le

03 déc. 2009

Son Excellence Monsieur le Premier Ministre,

A l'occasion du prochain Sommet des Nations unies sur le Changement Climatique, permettez-nous d'attirer tout spécialement votre haute attention sur le cas spécial de la Représentation de Madagascar.

Ainsi que vous le savez, le récent « Acte Additionnel d'Addis-Abeba » en date du 6 novembre 2009 dote Madagascar d'un Conseil Présidentiel au Sommet de l'Exécutif et d'un Gouvernement de consensus, ce afin de répondre adéquatement au caractère neutre, consensuel et inclusif de l'exercice des pouvoirs dans le cadre de la Transition instaurée par la Charte de Mapuna, notamment sous l'égide des Nations Unies et de l'Union Africaine.

Or, à ce jour ni ledit Conseil Présidentiel ni le Gouvernement de consensus, malgré la désignation d'un Président, de deux Coprésidents de la Transition, d'un Premier Ministre de consensus, d'un Président du Congrès de la Transition et d'un Président du Conseil National de Réconciliation, ne sont en place, faute par le Président Rajoelina de prendre les décisions auxquelles il est tenu et pour lesquelles les Coprésidents, le Premier Ministre, le Président du Congrès et le Président de la Réconciliation n'ont de cesse d'agir vainement.

Aux termes des textes ci-dessus cités, qui ont valeur constitutionnelle, aucun acte ni aucune décision du Président de la Transition engageant l'Etat malgache ne sauraient être valables ni valablement reconnus sans le consentement ou l'accord des deux Coprésidents. Cette exigence vaut, bien entendu, indifféremment pour tout acte ou toute décision dans les domaines national et international.

Or, la décision du Président de la Transition de venir au Sommet sur le Changement Climatique à Copenhague a été prise unilatéralement par lui-même, sans consultation aucune ni consentement des deux Coprésidents, faussant ainsi la représentativité même de Madagascar à ce grand rendez-vous diplomatique.

Cette décision est d'autant plus grave de conséquences que le Président de la Transition exclue de sa délégation les Coprésidents de la Transition et le Premier Ministre, tous solennellement désignés par l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba, incluant par contre des personnes qu'il présente indûment comme des "ministres", lesquels sont en fait issus du "gouvernement" illégal formé dans le cadre de la défunte "Haute Autorité de Transition" (HAT) du 17 Mars 2009, unanimement condamnée par la Communauté Internationale et non-reconnue par elle.

Leur but recherché ainsi est de bénéficier indûment, à l'occasion du Sommet de Copenhague, d'une reconnaissance internationale implicite et de pouvoir tout aussi indûment s'en prévaloir dans l'ordre interne.

Dans ces conditions, et en nos qualités respectives et reconnues de Coprésidents de la Transition, de Premier Ministre, de Président du Congrès de la Transition et de Président du Conseil National de Réconciliation, nous avons l'honneur de vous demander instamment de bien vouloir n'accorder ou ne faire accorder aucune facilité (délivrance de visas et hébergement notamment) à une prétendue "Délégation" de Madagascar conduite exclusivement par Monsieur Rajoelina, ce pour défaut de reconnaissance et de représentativité.

Nous vous remercions vivement à l'avance de l'attention que vous aurez accordée à la présente,

Et vous prions d'agréer, Son Excellence, l'expression de notre haute considération.



Président du Conseil National de Réconciliation



Emmanuel Rakotovahiny,
Coprésident de la Transition

Fetison Rakoto Andrianirina,
Coprésident de la Transition



Mamy Rakotoarivelo,
Président du Congrès de la Transition



UNITED NATIONS
CLIMATE CHANGE
CONFERENCE
DEC 7-DEC 18
2009

COP15
COPENHAGEN









Le 11 décembre 2009, le Centre de presse de Madagascar a organisé une conférence de presse à l'occasion de la signature de l'Accord de Paris sur le climat. L'objectif principal de cette conférence était de présenter les engagements pris par Madagascar dans le cadre de son plan d'action national sur le climat. Les participants ont discuté des défis liés au changement climatique et des mesures nécessaires pour y faire face. Les engagements incluent la mise en œuvre de projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la promotion de l'énergie renouvelable et la mise en place de programmes d'adaptation pour protéger les populations vulnérables. La conférence a été suivie d'un échange de vues entre les représentants du gouvernement et les experts internationaux.